

Rythmes scolaires : pourquoi les profs traînent des pieds

ÉDUCATION. Selon une enquête du Snuipp, que nous révélons en exclusivité, les enseignants du primaire rechignent à l'idée de travailler le mercredi matin.

Le retour annoncé à quatre jours et demi de classe par semaine est loin d'enthousiasmer les enseignants du primaire. Un sur deux seulement se dit favorable à cette demi-journée supplémentaire qui doit être instaurée à la rentrée, selon une enquête Harris Interactive* qui sera dévoilée ce matin par le Snuipp, principal syndicat du 1^{er} degré. Travailler le mercredi à partir de la rentrée prochaine ? A 62 %, les inséparés ne sont pas chauds. Quant au retour du samedi (qui n'est plus envisagé par le ministère), c'est pire : 70 % y sont hostiles... alors qu'ils avaient contesté la suppression de cette demi-journée travaillée il y a cinq ans au prétexte qu'elle leur permettait notamment de rencontrer un peu plus les parents. En résumé, les inséparés accueillent fraîchement les contours actuels du projet de refondation pour l'école. Alors, que veulent-ils au juste ? Serait-ce finalement contre l'allègement de ces journées notoirement jugées trop longues pour les écoliers ? Des « tunnels » contre lesquels ils se sont pourtant indignés ces dernières années, aux côtés des associations de parents d'élèves.

C'est comme si on se concentrait sur le seul emballage en oubliant le fond

SÉBASTIEN SIHR, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU SNUIPP

Dans les salles de maîtres, on entend depuis la rentrée de très sérieuses réticences quant à travailler le mercredi



Les professeurs des écoles privilégient la baisse du nombre d'élèves par classe à la réforme des rythmes scolaires dans un sondage commandé par le principal syndicat de la profession. (LP/PHILIPPE LAVIELLE.)

matin. Un jour de classe en plus, ce sont des trajets domicile-travail parfois longs et coûteux, mais aussi d'éventuels problèmes de garde de bébés pour une profession féminisée à plus de 81 %. Soit des dépenses en plus... sans aucune augmentation de salaire en perspective, crise budgétaire oblige. Mais l'étude révèle que le malaise face à la refondation annoncée n'est pas si terre à terre. Ce que les inséparés reprochent, c'est qu'elle « était présentée comme ambitieuse » et leur paraît aujourd'hui se limiter à cette seule question des rythmes hebdomadaires. 61 % jugent qu'elle répond avant tout à des intérêts politiques et économiques, plus qu'à ceux des élèves. « C'est

surtout comme si on se concentrait sur le seul emballage en oubliant le fond : ce n'est pas seulement en changeant d'emploi du temps, sans se pencher en même temps sur les programmes ou les façons d'apprendre, que les résultats des élèves s'amélioreront. Remettons cette réforme des rythmes à sa place, voilà ce qu'ils expriment dans cette enquête », analyse Sébastien Sühr, secrétaire général du Snuipp. Si les professeurs des écoles disent bel et bien, à 89 %, attendre une refonte de l'école primaire, leur priorité n° 1 est ailleurs que dans le retour des 4,5 jours. Comme le disent aussi les parents, ils attendent (pour 81 % d'entre eux) surtout une diminution du nombre

d'élèves par classe. « Comment individualiser le suivi des 20 % d'élèves en difficulté, voire 80 % dans certains quartiers, si l'on ne peut pas être formé à des pédagogies différentes, et les travailler en fractionnant la classe ? », note le responsable syndical. Sur ce terrain au moins, le ministre aura marqué un point auprès des profs en annonçant offrir, via des recrutements, « plus de maîtres que de classes » aux écoles qui en ont le plus besoin. Et leur permettre ainsi de travailler plus souvent en petits groupes. CLAUDINE PROUST

* Enquête menée par questionnaires auprès des enseignants des écoles primaires publiques, entre le 11 septembre et le 11 novembre.

Face au ministre, les enseignants emportent une manche

L'aune de miel de Vincent Peillon avec les professeurs ne se fracassera pas sur l'épineuse question des rythmes scolaires. Le ministre a en effet fait un pas vers eux lundi, « sans que ce soit une reculade », insiste son entourage. Déjà pas très chauds pour travailler le mercredi (*lire ci-dessus*), les enseignants voyaient aussi d'un très mauvais œil le « travailler plus » qu'impliquait la première mouture de la réforme. Les élèves finissant les cours à 16 heures, il était prévu ensuite une demi-heure d'aide aux devoirs par classe, pour que les élèves rentrent à la maison avec les devoirs faits. Résultat : le temps passé par les profs devant « la classe entière » grimpe à 25 heures par semaine. Quel allègement de journée pour les élèves finalement ? s'interrogeaient les enseignants des principaux syndicats. Et quelle aide réelle aux élèves qui rament, si cette aide devait se faire en classe entière ? Des griefs d'autant plus vifs qu'il n'était pas prévu de rallonger salariale. Ce scénario a donc été « remis au placard » lundi : les profs auront leur classe 24 heures, comme aujourd'hui. Mais après ? Reste en effet à savoir comment



Vincent Peillon, ministre de l'Éducation.

sera organisée, à la rentrée 2013, l'aide personnalisée, qui les occupe deux heures par semaine depuis 2008. « Tout reste à faire », confie Sébastien Sühr. Notamment avec les communes, pour définir un cadre « au temps partagé entre aide scolaire et activités culturelles ». Le ministère, qui s'est donné un peu plus de temps pour négocier avec les profs et les collectivités territoriales, affirme que sa loi de programmation ne souffrira pas de retard pour autant. Ce que confirmait hier soir l'Élysée. La question des rythmes n'étant pas d'ordre législatif, elle ne figure qu'en annexe du projet de loi, qui part pour consultation dans les autres ministères dès lundi. CP.

Ce qu'ils attendent vraiment

■ **Christelle, enseignante en CP-CE1.** Comme maman, en estiment plutôt heureuse de n'avoir à travailler que quatre jours par semaine. Mais comme institutrice, celle qui enseigne en Lorraine fait partie des nostalgiques du samedi matin... même si elle a bien conscience d'être minoritaire. « Je préférerais la semaine de 4 jours et demi [avant qu'elle ne soit supprimée en 2008]. Nous avions plus de temps pour traiter le programme. Maintenant, j'ai l'impression de toujours courir ! » note-t-elle. Et puis le samedi n'est pas un jour comme un autre : « Je trouve que les enfants étaient plus calmes. C'était le moment privilégié pour d'autres types d'activités, pour remettre les cahiers du jour à signer aux familles. Et un jour idéal pour aller à la piscine ! »

■ **Céline, professeur en CM 1-CM 2.** Instit depuis quatre ans dans une classe de CM 1-CM 2 dans les Alpes-de-Haute-Provence, Céline est elle aussi favorable au retour de la semaine de 4 jours et demi. Mais, selon elle, il n'y a pas que les rythmes scolaires qui comptent. « Il faut aussi

élargir les programmes pour revoir nos pratiques. Sinon on se retrouvera encore à devoir faire du gavage de connaissances encyclopédiques au lieu de leur apprendre à être autonomes. » Sur le mercredi, elle a néanmoins quelques réserves : « Certains élèves profitent de ce jour pour aller par exemple chez l'orthophoniste, c'est un temps utile... »

■ **Florent, remplaçant en petite section et en primaire.** Instituteur depuis sept ans, Florent dresse le même constat sur l'épuisement de ses élèves, soumis à des journées trop longues. Mais s'inquiète des disparités possibles entre les villes sur l'aide personnalisée aux devoirs. « Si les élèves sont pris en charge après l'école par des personnels payés par les collectivités locales, s'agira-t-il de personnels formés ou d'une simple garderie ? Le risque, c'est de voir certaines localités réellement investir pour avoir du personnel de qualité, et d'autres qui ne pourront pas financer une telle dépense. »

LV. ET LC.

MÉDECINE Le cochon précieux pour l'homme

Il n'y a pas que pour les gourmets que tout est bon dans le cochon : c'est aussi vrai pour les chercheurs en médecine. L'analyse du génome du porc la plus complète jamais réalisée et publiée hier dans la revue scientifique « Nature » révèle de nouveaux points communs avec l'homme et confirme tout l'intérêt de cet animal pour la recherche biomédicale. Les chercheurs qui utilisent déjà le porc pour soigner les humains (valves aortiques en chirurgie cardiaque, notamment) mettent cette fois en lumière certaines mutations chez l'animal, impliquées dans les maladies humaines comme l'obésité, le diabète ou encore les maladies de Parkinson et d'Alzheimer. Fruit d'une collaboration internationale initiée en France à l'Institut scientifique de recherche agronomique, cette étude démontre donc que le porc pourrait s'avérer des plus utiles pour trouver de nouveaux remèdes à des maladies humaines et de s'affirmer comme le véritable meilleur ami de l'homme. J.D.

EN BREF

GASTRONOMIE

Le fondant au chocolat est de dessert préféré des Français, choisi à 24 % selon une étude TNS-Soites, suivi de près (23%) par la mousse au chocolat alors qu'en troisième position on retrouve les crêpes, devant la tarte aux pommes. Ce sont les jeunes entre 18 et 24 ans qui sont les plus accros au chocolat toujours selon cette étude, jeunes qui placent aussi en tête de leurs favoris le fondant, mais ils citent ensuite aussi le tiramisu.

ESPACE

La Russie a perdu hier tout contact avec ses satellites et la Station internationale après la rupture d'un câble près de Moscou, privant son centre de contrôle des vols spatiaux de communications. Incident sans gravité, ont estimé les responsables officiels, tout comme les Américains de la Nasa, mais qui devrait nécessiter malgré tout quarante-huit heures de réparation.

ENSEIGNEMENT

Vent de fronde à Sciences-po Paris

Tempête à Sciences-po Paris. Plus d'une centaine de salariés de la prestigieuse institution ont récusé hier, lors d'une assemblée générale, la désignation d'Hervé Crès à la succession du défunt directeur Richard Descoings. Ils exigent en outre la démission des deux dirigeants historiques de l'école, Jean-Claude Casanova, président de la Fondation nationale des sciences politiques, et Michel Pebereau, président du conseil de direction de Sciences-po. Depuis cet été, des fuites sur le rapport provisoire de la Cour des comptes ont mis en lumière des avantages en nature indus ou des frais de déplacement trop élevés. La nomination d'Hervé Crès nécessite le feu vert de François Hollande, qui ne prendra pas de décision avant la publication du rapport définitif de la Cour des comptes prévue le 22 novembre.